

A Toulouse, les «gilets jaunes» mettent au pot commun les actions locales

PAR EMMANUEL RIONDÉ
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 9 MARS 2020



© ER

La cinquième assemblée des assemblées des « gilets jaunes » s'est clos dimanche à Toulouse. Plus d'un an après son émergence, loin des projecteurs des médias, les initiatives et les actions se multiplient au niveau local.

Vendredi, 11 heures, dans un entrepôt du nord-est de Toulouse, Assemblée des assemblées (ADA).

Sous le crachin, deux Bayonnais ont sorti leur smartphone pour localiser l'entrepôt réquisitionné à Balma, petite ville de la métropole toulousaine, accolée au périphérique. C'est là que se déroule la cinquième assemblée des assemblées (ADA) des « gilets jaunes ». La première du genre s'était tenue à Commercy les 26 et 27 janvier 2019, inaugurant ce rendez-vous où se retrouvent des représentantes et représentants venu-e-s de toute la France mandaté-e-s par leur groupe – un rond-point, un quartier, un village, voire une entité autonome non territorialisée.

Débats stratégiques et de fond, partage d'expériences, mutualisation des agendas... L'ADA est l'espace physique dont les gilets jaunes, un mouvement éparpillé sur tout le territoire, attaché au localisme et grand utilisateur des réseaux sociaux, se sont dotés pour faire de la mise en commun à l'échelle nationale.

Cette fois, l'adresse a été communiquée en ligne la veille, jeudi soir, à 23 h 55, pour éviter que l'entrepôt repéré quinze jours avant et investi pour être préparé depuis à peine dix jours ne soit la cible d'une opération policière ou de nervis anti-gilets jaunes.

Dans la région, certaines cabanes ont été prises pour cibles encore récemment (*par exemple à Mazamet, fin février*).



© ER

Les premier-e-s arrivé-e-s viennent du Gers et du Tarn-et-Garonne. Des Basques, anciens journalistes de la revue bimensuelle *Ekaitza* diffusent les quelques pages de leur nouveau site Le Pavé digital, bientôt en ligne. À l'extérieur, deux abris solidement étayés en palettes ont été adossés à la façade de l'entrepôt et un barnum a été placé à côté de la grille d'entrée où il faut décliner son mandat avant d'aller récupérer le bracelet correspondant.

Au terme d'allers-retours entre les groupes de gilets jaunes et le comité d'organisation toulousain, cinq thématiques ont été retenues pour débattre durant le week-end. Dans l'ordre : « Comment sortir du capitalisme », « Stratégies de lutte et d'actions dans le mouvement GJ », « Processus constituant », « Comment préserver et étendre nos services publics » et « Organisation du mouvement des gilets jaunes ». Conservant intacte sa défiance de l'agenda institutionnel et étatique, le mouvement n'a pas posé sur la table la question des élections municipales. Mais la proximité de l'échéance va la faire resurgir régulièrement dans les échanges tout au long du week-end.

« *Chez nous, on a des gilets jaunes qui se sont mis sur des listes. Ils ont eu envie de s'exprimer, d'aller au-delà des ronds-points...* », témoigne Étienne, venue d'Aubagne-Pont-de-l'Étoile, dans les Bouches-du-Rhône, avec Michelle et Bruno. « *On a un copain sur la liste de gauche à Marseille, ajoute Bruno. C'est son choix. Moi je ne crois pas aux gens d'exception, mais c'est sûr que pour changer le système, il faut faire*

de la politique. » Approuvé par Étienne : « C'est un terme qui fait un peu mal aux oreilles, mais oui, le jour où on a mis notre gilet jaune, on a fait de la politique. »

Ils ont créé une association, font vivre leur rond-point depuis un an à coups « de réunions et de barbecues » hebdomadaires et soutiennent le mouvement marseillais de l'après 5-Novembre sur l'habitat indigne. « On est solidaire de cette situation », assurent ces gilets jaunes sexagénaires. Soit plus du double de l'âge de Cilia, membre de l'équipe de la Maison du peuple de Toulouse. Pour conclure sa prise de parole d'ouverture devant une salle remplie, la jeune femme adresse un enthousiaste « Merci à tous d'être là, vous êtes trop stylés ! » Il est 15 heures, tou.te.s les mandaté.e.s se déploient sur les « pétales » (cercles d'une dizaine de chaises) des « marguerites » où sont abordées les cinq thématiques (voir notre précédent article « *Gilets jaunes : remue-méninges autour d'une nouvelle constitution* »).



© ER

Environ 350 gilets jaunes mandaté.e.s sont là, auquel-le-s s'ajoutent une cinquantaine de bénévoles, réparti.e-s sur cinq pôles (inscription/hébergement ; animation/facilitation ; nourriture ; logistique/organisation ; communication/média). Une trentaine de médias ou automédias ont été autorisés à suivre cette cinquième ADA où des sociologues sont venus recueillir quelques « histoires de ronds-points ». En partenariat avec TV Bruit, le média ADA TV est créé le temps du week-end. Dans les fauteuils du studio bricolé dans un coin de la salle, les plateaux directs vont se succéder jusqu'à ce dimanche soir (*vidéos à retrouver sur le site de l'ADA*).

Comme toujours, la question des médias est très présente et sensible. Dans l'un des ateliers sur la constituante, au terme d'un échange parti d'un énoncé un peu confus sur les « médias libres », les personnes

réunies adoptent une proposition : « *Obligation inscrite dans la constitution, faite à tous les médias, au respect de la charte de Munich. Et suppression des subventions aux médias privés, sauf ceux détenus coopérativement par leurs employés.* »

Samedi, 13 heures, à la Maison du peuple, dans le sud de Toulouse, un grand bâtiment jouxtant Airbus, ADA « Off ».

Très impliquée dans l'organisation de l'ADA, la Maison du peuple toulousaine est « *un squat où de belles valeurs sont soutenues* », résume l'un des membres de l'équipe. Ouverte en septembre dernier, elle accueille une ADA off, de l'autre côté de la ville où se trouve le in. « *C'est venu du fait que l'on voulait que les non mandatés qui ne peuvent pas se rendre sur l'ADA puissent aussi accéder à des espaces de débat politique*, résume Cilia. *Des espaces d'élaboration collective, c'est ce qu'on fait tout le temps à la Maison du peuple mais là, c'est juste accentué et intensifié pendant trois jours.* »

Conférences « gesticulées », débats sur les violences policières, les luttes internationales ou les biens communs, concerts, théâtre... Le tout ouvert à tout le monde, dans un vaste bâtiment faisant face à celui de la Maison du peuple, dont l'équipe se prépare à une possible expulsion à la fin de la trêve hivernale.

Une lettre ouverte a été envoyée à 70 candidats

Samedi, 14 h 30, ADA.

Depuis la veille, Camille* sent monter dans les échanges « *un débat sur la nécessité de voir l'ADA devenir décisionnelle* ». Lui, jeune retraité très investi dans le mouvement depuis le début, ne le souhaite pas. « *Je pense que ce qui nous permet de tenir, d'être encore là aujourd'hui, c'est justement notre organisation non centralisée, horizontale. Parce que ce qui meurt d'un côté, renaît de l'autre... Les troupes sont moins fournies qu'il y a un an mais le fait est qu'on est toujours là. C'est comme une dosette d'infusion, c'était plus concentré au début, mais l'eau est toujours chaude et elle a bien jauni. Et je pense que s'il n'y avait pas eu les gilets jaunes, on n'aurait pas vu les nouvelles formes de mobilisation qui se sont invitées*

dans le mouvement des retraites : les avocats jetant leurs robes, les chorégraphes des femmes... Tout ça nous plaît et on n'y est pas pour rien. »

Il est à peu près 16 heures, c'est la pause entre deux séances de travail. Le bar est tenu par un collectif montpelliérain de soutien aux luttes – la « lutte frugale » – qui sert des produits locaux, en coordination avec la cantine gérée, elle, par des Ariégeois. Le soleil est revenu mais on partage une bière ou un café autour d'un petit feu de palettes. Le break de gendarmerie qui passe en klaxonnant se fait huer. La sono du barnum diffuse du rap, Keny Arkana ou Jean Ferrat. Et voici des Niçois convaincus que Mediapart appartient à un milliardaire – le fameux « *J'sais plus son nom...* » – et assurant que le site Égalité et Réconciliation d'Alain Soral est une source d'information tout à fait honorable. Mourir d'un côté...

... et renaître de l'autre : Bertile* des gilets jaunes Toulouse participe depuis des mois à un groupe qui se retrouve toutes les semaines « *pour aller au-delà des manifs* » qui ont très largement cimenté le mouvement sur Toulouse. « *L'idée, résume-t-elle, c'est d'utiliser les municipales pour donner à voir notre façon d'envisager la prise de pouvoir et son exercice.* » Objectif affiché, mettre en place un « conseil des citoyens » qui plancherait sur les enjeux à l'échelle de la métropole, et, le cas échéant, ferait appel au RIC.



© ER

Une lettre ouverte a été envoyée à 70 candidats. Elle figure, ainsi que les réponses de quelques candidats, sur **un site dédié** (toujours en construction). « *On leur demande de se positionner sur le RIC, la constitution de ce conseil, et on leur pose une question ouverte : comment ils comptent faire évoluer leurs pratiques dans ce sens...* », explique Bertile pour qui il s'agit avant tout d'envoyer un message : « *Les gilets jaunes*

réfléchissent et des alternatives sont en train de se construire. » Dans le cadre, toujours réaffirmé avec force, de la « démocratie directe ». « *Notre point de départ et d'arrivée, c'est l'AG. L'ADA pour moi, c'est juste une étape dans un processus de diffusion.* »

18 h 40, ADA off.

À la programmation fournie du *off*, s'ajoute la présence permanente sur les trois jours, de stands d'organisation et/ou de luttes locales. Parmi eux, les militants de l'Amassada en lutte contre l'implantation dans le sud de l'Aveyron d'une centrale électrique éolienne ; les éditions du Bout de la ville, basées au Mas d'Azil en Ariège qui ont édité *Plein le dos*, volume rassemblant des photos de gilets jaunes dont les bénéfices des ventes sont reversés « *à des caisses de solidarité avec les blessé·e·s et les inculpé·e·s* » du mouvement (voir **le portfolio sur Mediapart**). Non loin de là, un militant propose les ouvrages des activistes états-unis Murray Bookchin et sa compagne Janet Biehl sur le municipalisme libertaire. Inform'Action, une plateforme de sensibilisation aux enjeux médiatiques diffuse des affiches.

Les tee-shirts noirs vendus en marge du concert sont sérigraphiés, au choix : « *La rage du peuple, je la vois tous les samedis* » ou « *Avec ou 100 gilets* ».

Dimanche, 9 heures, plénières de clôture de l'ADA.

Vendredi, au cours d'une réunion, un militant s'était interrogé, un peu goguenard, « *on arrive au week-end de la femme, là, non ?* ». Les pendules sont remises à l'heure à la mi-temps de cette plénière de clôture par une douzaine de femmes gilets jaunes entonnant l'hymne des femmes. Au Nantes qui invite l'ADA à « *s'acheter des couilles* », une facilitatrice répond gentiment que « *les ovaires, c'est mieux* ».

En marge des échanges, Henri-Jean et Florence, venus de Saint-Affrique dans l'Aveyron, reviennent sur l'initiative de leur groupe qui fait des émules dans l'assemblée : un référendum citoyen sur la réforme des retraites organisé dimanche prochain en marge du scrutin municipal. Ils proposent un kit contenant des bulletins (« *Selon vous, faut-il retirer le projet actuel de réforme des retraites ? oui - non* »), un code électoral, un QR code, des affiches, un mode d'emploi.

Des appels à se joindre à la grande manif gilets jaunes du samedi 14 à Paris et à y converger avec les militants climat et celles et ceux dénonçant les violences policières sont lancés à plusieurs reprises dans la matinée. Des gilets jaunes de la banlieue parisienne candidatent à l'organisation de la sixième ADA. D'autres, de Bruxelles, à l'ADA7. Adoptée à la quasi-unanimité, la motion de clôture rappelant que « *les gilets jaunes s'inscrivent pleinement dans l'agenda des luttes qui secouent notre pays* », ne contient qu'un bilan grossier des « *700 propositions remontées* » au cours du week-end. La charge de

travail aurait été trop importante pour les bénévoles, dont certains ont pourtant passé la nuit à ébaucher les synthèses des travaux réalisés. Des « *petites mains* » auxquelles il a été accordé en début de plénière une séance de « *49 secondes et 3 centièmes d'applaudissements* ».

Boite noire

Nombre de nos interlocutrices et interlocuteurs ont préféré que leur prénom n'apparaisse pas, pour ne pas « *personnaliser la lutte* ». Dans ce cas, nous avons employé un prénom d'emprunt, signalé par une astérisque.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.